



Tous droits réservés

RELATION INTERNATIONALE

FICHE 3- Les liens entre l'individu et l'État : Nationalité, apatridie et statut de réfugié

I.	Notions à connaître	2
II.	Éléments introductifs.....	2
A)	Compétence et obligations des États à l'égard de leurs nationaux	3
B)	Absence ou perte du lien de nationalité : le cas de l'apatridie	5
C)	Obligations internationales des États à l'égard des réfugiés.....	8

I. Notions à connaître

Nationalité (lien de rattachement personnel à un État) – Conditions d'octroi de la nationalité – Opposabilité internationale de la nationalité – Absence de nationalité (apatridie) – Effet du retrait de la nationalité (éventuelle apatridie) – Conditions du retrait de la nationalité – Réfugiés (Convention de 1951) – Autres liens avec l'État (notion de « droit d'entrer dans son propre pays », art. 12 § 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966).

II. Éléments introductifs

La nationalité est considérée comme étant « le lien de droit qui unit à un État déterminé une personne physique ou morale, un objet ou un bien (navire, aéronef ou engin spatial, etc.)¹ ».

Le terme « nationalité » et non allégeance, est récent et n'apparaît qu'en **1807** dans l'œuvre romanesque de Madame de Staël, dans son roman intitulé « Corinne ou l'Italie ». Trois années après, le terme « nationalité » est repris par Friedrich Jahn dans son ouvrage intitulé « Recherches sur la nationalité ; l'esprit des peuples allemands et les institutions en harmonie avec leurs mœurs ». Ce terme « nationalité » n'apparaîtra dans le dictionnaire de langue française que dans sa version de 1835².

Les nationaux ne sont pas les seuls à bénéficier de la protection de l'État. Ce dernier assume, en vertu du droit international, un ensemble d'obligations en termes de traitement des individus qui peuvent être des réfugiés et même des apatrides.

Question : Question : La question qui se pose est celle de savoir, quels sont les régimes applicables à chacun de ces statuts ?

¹SALMON Jean (dir.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 723

² TOUZÉ S., La notion de nationalité en droit international, entre unité juridique et pluralité conceptuelle, in Société française pour le droit international, *Droit international et nationalité*, Actes du Colloque de Poitiers, 9 -11 juin 2011, Paris, Pedone, 2012, p. 12

A) Compétence et obligations des États à l'égard de leurs nationaux

Le droit international reconnaît à chaque individu, à chaque enfant, le droit à la nationalité (*Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, art. 15.1* ; *Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, art. 24.3*). De même, alors qu'il constitue l'un des principes de la *Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997*, ce droit pour chaque enfant d'avoir une nationalité est également pleinement inscrit dans la *Convention de New York relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989*. Suivant l'article 7 de cette convention, « 1. L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux ».



Attention : Si le droit international reconnaît le droit pour chaque individu d'avoir une nationalité, il appartient à chaque État de définir les conditions d'attribution et de déchéance de celle-ci. C'est le sens de l'article II de la *Convention de La Haye de 1930* concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, suivant lequel, « *Il appartient à chaque État de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres États, pourvu qu'elle soit en accord avec les Conventions internationales, la coutume internationale et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité* ». (*Convention de La Haye du 12 avril 1930* concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité). Dans le même sens, il est stipulé à l'article 3 de la *Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997* qui détermine la compétence de l'État en la matière, qu'« *Il appartient à chaque État de déterminer par sa législation quels sont ses ressortissants* ».

Cette compétence de l'État avait déjà été affirmée par la CPJI dans son avis sur les *Décrets français de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc*. Dans cette occurrence, la Cour permanente de justice internationale (CPJI) a considéré, en référence à l'article 15§8 du *Pacte de la Société des Nations* (SDN), que les

questions afférentes à la nationalité relèvent de la compétence exclusive de l'État. (CPJI, avis consultatif du 7 février 1923, *Décrets français de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc*, Recueil, série B, avis n° 4).



Attention : Si la détermination de la nationalité relève de la compétence de chaque État, en vertu de sa législation nationale, l'article 3 de la Convention du 6 novembre 1997 relève que « Cette législation doit être admise par les autres États, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales applicables, le droit international coutumier et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité ».

Dans son avis précité du 7 février 1923, la CPJI avait déjà relevé qu'« Aux fins du présent avis, il suffit de remarquer qu'il se peut très bien que, dans une matière qui, comme celle de la nationalité, n'est pas, en principe, réglée par le droit international, la liberté de l'État de disposer à son gré soit néanmoins restreinte par des engagements qu'il aurait pris envers d'autres États. En ce cas, la compétence de l'État, exclusive en principe, se trouve limitée par des règles de droit international³ ».

Voir en ce sens, l'*Affaire Nottebohm*, Arrêt du 6 avril 1955 : C. I. J. Recueil 1955 :

- **Contexte de l'affaire :** « L'affaire trouve sa source dans une plainte du Royaume-Uni dirigée contre la France après la publication de décrets relatifs à l'attribution de la nationalité française dans les protectorats français du Maroc et de Tunisie. Ces décrets avaient notamment pour conséquence de faciliter l'attribution de la nationalité française aux Tunisiens et aux Marocains, mais également aux Européens présents sur ces territoires. Le Royaume-Uni considéra que ces décrets portaient atteinte à ses droits, notamment en ce qu'ils s'appliquaient aux personnes ayant la nationalité britannique ou y ayant droit. La France opposa au Royaume-Uni qu'il s'agissait là d'une affaire d'ordre

³CPJI, avis consultatif du 7 février 1923, *Décrets français de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc*, Recueil, série B, avis n° 4.

purement intérieur. Cette dernière question fut soumise à l'appréciation de la Cour permanente de justice internationale ».

En outre, les conventions internationales ne se limitent pas à stipuler le droit de toute personne à avoir une nationalité, elles prévoient qu'elle ne peut arbitrairement être retirée par les États. C'est le sens de l'**article 15.2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948** suivant lequel, « nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer sa nationalité ». L'interdiction du retrait arbitraire de la nationalité constitue l'un des principes de la **Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997, art. 4.**

B) Absence ou perte du lien de nationalité : le cas de l'apatridie

L'apatride représente « l'individu sans nationalité⁴ ». L'apatridie constitue une situation de vulnérabilité. C'est pour cette raison que certains instruments juridiques internationaux mettent à la charge des États, l'obligation d'éviter en principe de priver les individus de nationalité. C'est le sens de la **Convention de New York sur la réduction des cas d'apatridie du 30 août 1961.**

Suivant l'**article 8 de cette Convention**, « Les États contractants ne priveront de leur nationalité aucun individu si cette privation doit le rendre apatride ». L'utilisation du conditionnel s'explique par la situation des individus disposant de plus d'une nationalité. En ce sens, l'individu qui n'a qu'une seule nationalité se retrouverait immédiatement apatride si son État de rattachement lui retirait sa nationalité.

⁴ SALMON Jean (dir.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 723



Attention : En vertu de cette **Convention du 30 août 1961**, un individu peut bien être privé de la nationalité d'un État contractant,

Dans les cas où, en vertu des **paragraphes 4 et 5 de l'article 7**, il est permis de prescrire la perte de la nationalité ;

S'il a obtenu cette nationalité au moyen d'une fausse déclaration ou de tout autre acte frauduleux.

Dans le même sens, la **Convention du 30 août 1961** reconnaît aux États le droit de conserver **la faculté de priver un individu de sa nationalité, à condition qu'il indique** clairement au moment de l'expression de son consentement à être lié par la Convention (signature, ratification, adhésion), des motifs qui, en vertu de sa législation nationale, sont constitutif de retrait de la nationalité. Ainsi, l'État aurait le droit de retirer sa nationalité :

- a) Si un individu, dans des conditions impliquant de sa part un manque de loyalisme envers l'État contractant ;
 - i. À, au mépris d'une interdiction expresse de cet État, apporté ou continué d'apporter son concours à un autre État, ou reçu ou continué de recevoir d'un autre État des émoluments, ou
 - ii. A eu un comportement de nature à porter un préjudice grave aux intérêts essentiels de l'État ;
- b) Si un individu a prêté serment d'allégeance, ou a fait une déclaration formelle d'allégeance à un autre État, ou a manifesté de façon non douteuse par son comportement sa détermination de répudier son allégeance envers l'État contractant.

La **Convention du 30 août 1961** sur la réduction des cas d'apatridie reconnaît ainsi aux États le droit de retirer à certaines conditions leur nationalité. Mais elle encadre l'exercice de ce droit. Ainsi, pour que l'exercice par un État du droit de retirer sa nationalité soit conforme à la Convention, il faut que cette privation soit conforme à

la loi. Cette loi devra prévoir des voies de recours de nature à permettre à la personne concernée de faire valoir tous ses moyens de défense devant une juridiction ou un autre organisme indépendant.

De même, cette Convention pose un régime prohibitif du retrait de la nationalité dans certaines catégories de situations. Ainsi, suivant l'**article 9 de la Convention du 30 août 1961**, « Les États contractants ne priveront de leur nationalité aucun individu ou groupe d'individus pour des raisons d'ordre racial, ethnique, religieux ou politique. ». Dans le même sens, l'**article 4 de la Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997** consacre des principes s'orientant dans le sens de l'encadrement du pouvoir de l'État en matière de définition des conditions d'attribution et de déchéance.

Ainsi, suivant l'**article 4 de la Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997**, « b. l'apatridie doit être évitée ; c. nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité ; d. ni le mariage, ni la dissolution du mariage entre un ressortissant d'un État Partie et un étranger, ni le changement de nationalité de l'un des conjoints pendant le mariage ne peuvent avoir d'effet de plein droit sur la nationalité de l'autre conjoint. ».

Dans l'**affaire Janko Rottman c. Freistaat Bayern**, saisie d'un renvoi préjudiciel, la CJUE a considéré que, « le droit de l'Union, notamment l'article 17 CE, ne s'oppose pas à ce qu'un État membre retire à un citoyen de l'Union la nationalité de cet État membre acquise par naturalisation lorsque celle-ci a été obtenue de manière frauduleuse à condition que cette décision de retrait respecte le principe de proportionnalité⁵ ».

L'État n'a pas seulement des obligations envers des personnes physiques définies comme ses nationaux. Il assume, en vertu du droit international, des obligations envers d'autres personnes physiques qualifiées de réfugiées en raison de leur situation.

⁵ Cour de justice de l'Union européenne, arrêt du 2 mars 2010, aff. C-135/08, **Janko Rottman c. Freistaat Bayern**, § 59

C) Obligations internationales des États à l'égard des réfugiés

La définition des obligations souscrites par les États à l'égard des réfugiés implique l'exigence préalable de définition de ce qu'est un réfugié. Suivant l'**article 1er Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 (telle que modifiée par le protocole de 1967)**, le réfugié désigne une personne qui :

« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Dans le cas d'une personne qui a plus d'une nationalité, l'expression "du pays dont elle a la nationalité" vise chacun des pays dont cette personne a la nationalité. Ne sera pas considérée comme privée de la protection du pays dont elle a la nationalité, toute personne qui, sans raison valable fondée sur une crainte justifiée, ne s'est pas réclamée de la protection de l'un des pays dont elle a la nationalité ».

Lorsqu'une personne répond à ces critères, elle bénéficie d'un statut de protection qualifié qui est celui du réfugié. Attention, il ne s'agit pas d'un statut irrévocable. De la même manière qu'il existe des conditions déterminant le bénéfice de ce statut, il existe des situations de nature à provoquer sa perte. En ce sens, la **Convention du 28 juillet 1951** cessera d'être applicable à toute personne

1. Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité, ou ;
2. Si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement recouvrée ; ou
3. Si elle a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle a acquis la nationalité ; ou
4. Si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée ; ou

5. Si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité ; étant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures.
6. S'agissant d'une personne qui n'a pas de nationalité, si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle est en mesure de retourner dans le pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle.

Attention : On ne peut retirer le statut de réfugié à une personne qui peut invoquer, pour refuser de retourner dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures.

Inversement, la Convention du 28 juillet 1958 ne s'applique pas :

À une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays.

Aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser :

Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes ;

Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiées ;

Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Les États s'engagent, en vertu de cette convention, à éviter la discrimination dans le traitement des demandes afférentes au Statut de réfugié. En ce sens, ils :



- Doivent éviter de procéder, à des discriminations fondées sur la race, la religion, le pays d'origine, dans l'attribution du Statut de réfugié (**Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 (telle que modifiée par le protocole de 1967, art. 3)**).
- **Ne peuvent** expulser ou refouler, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques



Attention : Le bénéfice de la présente disposition ne pourra toutefois être revendiqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays. » (**Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 (telle que modifiée par le protocole de 1967, art. 33)**).